

geoisie connaît parfaitement l'objectif de la grève générale ; les dirigeants ouvriers aussi, qui se refuseront à engager la bataille pour le pouvoir. Ceux que les événements ont placés à la tête de la grève générale vont se battre contre elle de toutes leurs forces.

A la Chambre, à la suite d'un débat tumultueux qui dure depuis deux jours, le gouvernement fait annoncer par le président de la Chambre, M. Kronacker, qu'il a l'intention de suspendre la discussion parlementaire, et d'envoyer les Chambres en vacances jusqu'au 3 janvier. Devant la gravité de la situation dans le pays, le gouvernement est contraint de renoncer à sa position primitive qui était le vote de la « loi unique » au plus tôt, en tout cas avant la fin de l'année.

Ainsi, la bourgeoisie, tout en traitant les grévistes « d'assassins de la démocratie », reconnaît, en mettant son parlement en vacances, que ce n'est plus là qu'il lui faut se défendre, mais dans la rue. C'est là que les ouvriers ont placé spontanément le débat, c'est là que se déroule la lutte pour le pouvoir. Cependant, le gouvernement hésite encore entre une tentative de compromis et la répression ouverte : ce n'est pas encore la déclaration de guerre, mais, avec l'éloignement du parlement, le défi ouvrier au pouvoir est relevé. Le devoir des organisations ouvrières serait maintenant d'organiser le combat, au lieu de gémir sur le congédiement du parlement, comme vont le faire le P.S.B. et le P.C.B. Deux jours après le début de la grève, la bourgeoisie a compris qu'il lui faut se débarrasser de toutes les entraves institutionnelles si elle veut avoir au moins la possibilité de se défendre.

Mais le renvoi des chambres, mesure tactique, n'en révèle pas moins que le gouvernement est durement atteint. Les petits bourgeois démocrates de *La Cité* l'ont bien compris : « ... Le gouvernement a donné des signes d'ébranlement... La façon dont il a accepté d'ajourner le débat parlementaire en est le plus évident. Alors que la logique politique eut demandé une discussion "au finish", M. Eyskens a paru trop heureux de s'accorder un répit qui n'a pas renforcé son autorité. » *La Cité* a très bien compris ce qui est en jeu. Mais pour que la gauche chrétienne qui, en cela, s'engage à la suite du parti socialiste belge et du parti communiste belge, puisse continuer à nourrir les illusions des travailleurs quant à la véritable nature de la bataille de classe qui est en cours, il faut que subsiste l'écran parlementaire entre la bourgeoisie et les masses ouvrières. Il faut aussi que les dirigeants chrétiens puissent présenter un alibi plus ou moins sérieux aux travailleurs qui leur ont fait confiance. C'est pourquoi *La Cité* continue : « Des propositions constructives ont été présentées par la C.S.C., qui a préféré négocier plutôt que de s'engager dans des grèves prématurées. Mais le malaise est certain. Et le gouvernement doit parler, s'il veut le dissiper. Il doit donner aux travailleurs les garanties formelles qu'ils attendent, notamment en matière de pensions, de chômage, de réforme fiscale. Il doit sans retard expliquer la portée de la loi de manière à couper court aux bruits alarmistes... A ce prix, il peut encore rétablir la situation. » (*La Cité*, 23-12-60.)

23 décembre.

Le lendemain est le jour de l'intervention dans la grève de Mgr Van Roey, archevêque de Malines, cardinal primat de Belgique, dont l'étonnante déclaration mérite d'être citée en entier : « Appel à nos compatriotes. Je ne suis pas un homme de parti. Je suis archevêque, c'est-à-dire pasteur des âmes et guide des consciences. Dans les circonstances que nous traversons en ce moment, je crois de mon devoir pastoral de m'adresser à tous nos compatriotes et de leur dire : Dimanche, fête de Noël, nous commémorons la venue sur terre de l'unique rédempteur des hommes, de celui qui est venu apporter aux hommes la paix véritable. Cet anniversaire nous incite à vous rappeler que tous les actes qui tendent à paralyser la vie nationale, et à désorganiser les organes essentiels de la collectivité, doivent être dénoncés comme gravement coupables en conscience, étant donné les incalculables dommages qui en résultent pour le pays, et le tort qu'ils causent à tous les citoyens. Par conséquent, les grèves désordonnées et déraisonnables auxquelles nous assistons à présent doivent être réprouvées et condamnées par tous les honnêtes gens, et tous ceux qui ont encore le sens de la justice et du bien commun. Les ouvriers, les employés et les fonctionnaires, en raison de leur dévouement à leur tâche journalière, méritent l'estime de tous. Ils ne sont évidemment pas partisans du désordre ni de l'anarchie, et ils ne peuvent se laisser entraîner par des fauteurs de troubles. Qu'ils reprennent conscience de leurs devoirs et se remettent au travail sans plus tarder. Que les organisations professionnelles et les syndicats, au lieu d'inciter ou de collaborer à la grève, ramènent leurs affiliés dans le droit chemin, et à une meilleure compréhension de l'intérêt de tous. »

L'attitude du chef de l'Eglise belge, grassement nourri aux frais du contribuable, et dont on dit qu'il n'a jamais hésité à se lancer « tête baissée et crosse levée » dans les conflits sociaux pour voler au secours de la bourgeoisie qui lui assure un aussi confortable ordinaire, est parfaitement cohérente avec la place de la hiérarchie ecclésiastique qui, partout et toujours, défend les intérêts du capital financier. Cependant, à cette phase de la lutte, l'intervention du vénérable archevêque léopoldiste est déplorée par les démocrates de *La Cité* (Cool, président de la C.S.C., ira jusqu'à menacer de donner sa démission). Cette « manœuvre inattendue » pour *La Cité* et *Le Peuple* n'est pourtant que l'expression d'une conscience parfaitement claire des intérêts de la bourgeoisie menacée. Dans un pays aussi divisé sur le plan confessionnel que la Belgique, où les syndicats chrétiens sont aussi puissants que les syndicats socialistes, où, d'autre part, la centrale chrétienne compte un grand nombre d'adhérents d'un très faible niveau culturel dans les petites cités flamandes cléricales, dans lesquelles les noyaux ouvriers sont de faible importance numérique, il est certain que l'appel du cardinal n'a pas été sans être entendu. Cet appel servira parfaitement la position de « jaunes », de briseurs de grève que va prendre incessamment la Centrale Syndicale Chrétienne. Il est vrai que, sous la pression des masses, les régions wallonnes (Charleroi, Huy-Varembre et Namur notamment) désavoueront l'intervention du cardinal. Mais les dirigeants de la C.S.C. n'en sont pas moins liés par les déclarations de Van Roey. Une fois